

40912

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution des Projets (MULPOC)

Réunions Annuelles du MULPOC

5ème Réunion du Comité d'Experts

8 - 11 Février 1982

5ème Réunion du Conseil des Ministres

12 - 13 Février 1982

BANJUL (GAMBIE)

DISTRIBUTION : LIMITEE

CEA/MULPOC/NIA/V/17

8 - 11 FEVRIER 1982

ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT SUR L'IMPACT DE LA CONTRIBUTION
FINANCIERE DES ETATS DANS LE BUDGET DES
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 14
METHODOLOGIE ET RESULTATS	15 - 34
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	35 - 51
NOTES EXPLICATIVES SUR LES TABLEAUX	
TABLEAUX 1 - 16	
ANNEXES 1 - 2	

5. Le nombre total des O.I.G., la similitude des objectifs de plusieurs d'entre elles, le fait que les Etats de la sous-région en sont membres et ont par conséquent à soutenir un grand nombre d'organisations ayant presque les mêmes objectifs alors qu'ils ne disposent que de maigres ressources et le fait que presque toutes les O.I.G. se trouvent confrontées aux mêmes problèmes, à savoir le manque de fonds et le manque d'une main d'oeuvre technique et professionnelle, ont soulevé de gros problèmes et attiré des critiques pertinentes.

Certains commentateurs attribuent la multiplicité des O.I.G. pourvues d'objectifs semblables à une carence ou à une absence de volonté des Etats de se servir des structures déjà existantes. Certains parmi eux ont fait observer que les Etats ont vu dans la création des O.I.G. non pas un moyen de promouvoir le développement socio-économique, mais un moyen de s'assurer une assistance technique et financière étrangère. Ces mêmes critiques se sont empressées de faire remarquer le non-sens de cette assertion, étant donné surtout la tendance des flux d'assistance à diminuer sans que la tâche ait été achevée, laissant ainsi aux Etats membres des charges qu'ils ne sont pas en mesure de supporter.

6. La question a également été posée de savoir pourquoi, tandis que toutes les O.I.G. se trouvent confrontées au manque de main d'oeuvre technique, administrative et professionnelle, tant de temps et d'efforts sont inutilement consacrés à l'interprétation des clauses relatives aux quotas déterminant le nombre de personnes des Etats membres dans les Traités.

En effet, le problème a été soulevé concernant la nécessité ou l'utilité d'introduire de telles clauses dans les Traités. Le paragraphe 7 de l'Article 8 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) stipule que : "Lors la nomination des agents aux postes du Secrétariat Exécutif, une grande considération devra être accordée -sous réserve de l'importance primordiale de garantir les plus hauts niveaux d'efficacité et de compétence technique- au désir de maintenir une distribution équitable dans ces nominations parmi les citoyens des Etats membres".

Comme l'indique le Répertoire des Organisations Intergouvernementales de Coopération en Afrique, publié en 1976 par la CEA/NATIONS UNIES (Document E/CN/14/CEC/I/REV.2), il existait à cette époque 124 Organisations Intergouvernementales africaines (O.I.G.) de types général et spécialisé. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest possédait la plus grande partie de ces O.I.G.

4). Compte tenu du grand potentiel que représentent ces O.I.G. pour la promotion du développement socio-économique dans la sous-région et des problèmes que peut entraîner leur multiplicité, le MULPOC de l'Afrique de l'Ouest basé à NIAMEY s'est vu fixer lors de sa création les objectifs supplémentaires suivants concernant les O.I.G. de la sous-région :

- (i) Aider à identifier, réaliser et harmoniser les programmes des diverses O.I.G.
- (ii) Faciliter la coopération entre les O.I.G.
- (iii) fournir, sur demande, une assistance technique et des services d'Agences d'exécution aux O.I.G.
- (iv) Fournir des facilités de formation, en particulier, dans les domaines technique et administratif au profit des O.I.G. de la sous-région.
- (v) Agir par l'intermédiaire du Secrétaire Exécutif de la CEA/NATIONS UNIES pour mobiliser les ressources à l'extérieur de la sous-région et en particulier au sein du système des Nations Unies, pour créer les facilités de formation mentionnées ci-dessus, et, si besoin en était, exécuter les projets réalisables par les O.I.G.
- (vi) Servir de forum pour les échanges d'information et de méthodes techniques entre les O.I.G., et ce, à travers les échanges de documents et l'organisation de réunions et de séminaires.

On a fait valoir que ce paragraphe considéré par quelques États comme garantissant l'équité dans la distribution des postes a, pendant quelques temps, paralysé le déroulement des travaux du Comité de Nomination.

7. Ces questions et ces commentaires résultent des nombreux problèmes posés et des risques d'avoir un chevauchement des efforts et de gaspiller les maigres ressources, conséquence d'une rivalité inutile et malsaine entre les nombreuses O.I.G. de la sous-région. Il ne fait aucun doute qu'une coopération et une collaboration plus grandes selon les directives prévues dans les objectifs fixés au MULPOC de NIAMEY peuvent accroître à la fois l'efficacité des O.I.G. et leurs contributions au développement socio-économique de la sous-région. Il convient de noter que certaines O.I.G. sont des Institutions qui ont surgi après les frustrations et les déceptions essuyées au sein d'organismes prédécesseurs. Ainsi, par exemple, l'Organisation Commune de Lutte Antiaviaire et de Lutte Antiacridienne (OCLALAV) est le résultat d'une fusion, en 1965 de deux services appartenant à l'ex-Fédération des États Français de l'Afrique de l'Ouest, à savoir, l'Organisation Commune de Lutte Antiacridienne (OCLA) et l'Organisation Commune de Lutte Antiaviaire (OCLAV).

Le prédécesseur de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) est l'Union Douanière (UDAC).

8. L'histoire post-coloniale de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) fournit des leçons fascinantes à la Coopération Internationale pour le Développement socio-économique. Quoique non moins intéressantes les expériences de la période coloniale ont été laissées de côté parce que les diverses Organisations créées n'étaient pas intergouvernementales car les territoires étaient dans une position subordonnée, sous l'administration française.

En 1959, la Mission de Planification pour le Fleuve Sénégal (M.P.F.) qui avait été créée par la France devient une O.I.G. réunissant trois Etats autonomes : SENEGAL, SOUDAN et MAURITANIE. En 1960, le SOUDAN, devenu le MALI, se retire de l'Organisation. En Juillet 1963, le M.P.F. est remplacé par une nouvelle O.I.G. : le Comité Inter-Etats, constitué de quatre Etats : GUINEE, MALI, MAURITANIE et SENEGAL. L'O.I.G. devait réaliser un programme intégré pour le développement des ressources du Bassin. Elle poursuivit sa carrière tant bien que mal jusqu'en 1968 date à laquelle elle est remplacée par l'Organisation des Etats Riverains du SENEGAL (OERS). Comme son prédécesseur, l'OERS était une O.I.G. composée de quatre Etats : GUINEE, MALI, MAURITANIE et SENEGAL. Cependant contrairement au Comité Inter-Etats, l'OERS s'était vu fixer en vue du développement du Fleuve, l'objectif supplémentaire suivant : "Harmoniser les plans de développement des différents Etats et appliquer des politiques coordonnées en ce qui concerne le développement sectoriel". Selon un rapport actuel, ces "objectifs sont difficiles à réaliser à cause de la susceptibilité et du nationalisme de certains Etats du groupe". Les divergences de points de vue, de conception et de choix, entre autres facteurs, ont empêché dit-on l'Organisation d'être efficace. La conséquence de ces problèmes fut que quatre ans après sa création, l'OERS fut remplacée par l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), composée de trois Etats : MALI, MAURITANIE et SENEGAL (excluant ainsi la GUINEE).

Contrairement à son prédécesseur l'OMVS a un objectif plus restreint : développer les ressources du Bassin et à cet égard était plus proche dans son objectif du Comité Inter-Etats qui avait précédé l'OERS.

9. Les destins des prédécesseurs de l'OMVS illustrent clairement les conséquences que les différences notables entre les points de vue, l'hyper-sensibilité concernant la souveraineté et le nationalisme peuvent avoir sur le fonctionnement des O.I.G. Il est naturel de s'attendre à ce que les tensions ainsi créées s'accroissent lorsque l'Organisation est confrontée au manque de ressources financières et lorsque les nominations aux postes de grande responsabilité se font en fonction du pays d'origine et non de la compétence.

S'agissant de ce qu'entraîne ce type de nomination, à savoir baisse du moral et de la productivité et création d'un climat de frustration parmi les collègues, la nomination en fonction de son pays d'origine d'un Directeur relativement incompetent à la tête d'une division ou de toute une organisation et chargé de superviser et de diriger les travaux d'Experts plus compétents et mieux qualifiés est peut-être sans pareil. Il serait utile, en ayant ce problème en tête, de ré-examiner l'insuffisance d'une main d'oeuvre technique et spécialisée dans les diverses O.I.G. de la sous-région. Ceci est important si l'on veut mettre fin à la "fuite des cerveaux", au mécontentement souvent exprimé, à l'égard du personnel d'assistance technique expatrié, et si l'on veut disposer d'un grand nombre de personnel qualifié dans la sous-région en vue de consolider les O.I.G., leur permettant ainsi de réaliser leurs projets.

10. Une fourniture inadéquate de ressources non seulement engendre des tensions dans les O.I.G. mais peut compromettre l'organisation.

Ainsi, une Organisation qui n'est pas convenablement financée peut pendant de nombreuses années, se débattre avec des études ou des projets modestes, mal préparés et incomplets. Il semblerait que tel est déjà le cas de certaines O.I.G. Si l'on considère le nombre des O.I.G. et leurs problèmes communs, il s'avère de plus en plus difficile de voir en elles des signes de développement de coopération, comme cela aurait dû être le cas. Il est plus facile de parvenir à la conclusion suivante : la prolifération de ces Institutions pourvues d'objectifs si semblables est symptomatique d'une région confrontée à un dilemme qui est celui de s'extirper des problèmes socio-économiques en cherchant instinctivement confort et consolation dans les groupements d'Etats membres au nom de la coopération.

Si cette conclusion contient un soupçon de cynisme, elle n'est pas non plus une image exagérément déformée de la réalité.

11. Quelques soient les différences de vues entre l'intention et la réalité, ce qui semble important c'est que tous ceux qui sont en rapport avec les O.I.G. dans la sous-région semblent reconnaître unanimement le fait que tout ne va pas pour le mieux et qu'il est urgent d'évaluer la situation.

Le présent rapport est une conséquence directe du processus en cours visant à faire un examen critique et une évaluation de la situation. A la Deuxième Réunion des Responsables des Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest, tenue à FREETOWN du 9 au 12 Février 1981, il a été demandé au MULPOC de NIAMEY d'entreprendre cette étude. Selon le rapport de cette réunion, le MULPOC s'est vu confier pour l'année 1981, entre autres tâches l'étude de "l'Impact des contributions financières des Etats dans le budget des O.I.G. de la sous-région".

12. Pour éviter la confusion, en particulier face à certaines inquiétudes bien fondées exprimées dans les diverses O.I.G. visitées, il convient de noter qu'une étude du genre qu'impose le titre serait d'une valeur incontestable pour comprendre les problèmes des O.I.G. Elle sera également indispensable à toute prise de décision rationnelle en ce qui concerne l'avenir des O.I.G. de l'Afrique de l'Ouest. Cette étude pourrait examiner des questions telles que l'étendue de la dépendance financière des O.I.G. vis-à-vis des contributions reçues des Etats membres.

Elle examinera également les moyens de financement des programmes et projets des O.I.G. A cet égard, elle devra étudier les relations entre les flux de l'aide financière étrangère et des contributions des Etats membres. Elle examinera également dans quelle mesure les retards enregistrés dans le recrutement du personnel qualifié nécessaire et le départ du personnel déjà recruté et l'acquisition du matériel nécessaire à la réalisation des programmes des O.I.G. sont la conséquence directe du retard enregistré dans les paiements des contributions des Etats membres. En bref, une étude de ce genre devra révéler jusqu'à quel point les O.I.G. sont compromises, frustrées et rendues peu efficaces à cause de l'insuffisance, du soutien financier et du retard accusé dans le paiement des obligations financières.

13. Cependant, conformément à la structure des organes de prise de décision, cette demande a été soumise au Comité des Experts du MULPOC et donc au Conseil des Ministres pour approbation et insertion dans le programme de travail.

Les termes de référence du présent rapport sont tirés du Rapport final de la quatrième réunion du Comité des Experts du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (Doc. ECA/MULPOC/NIAMEY/IV/23). Le paragraphe 77 page 14 dudit document stipule entre autres : "que le MULPOC de NIAMEY devra entreprendre une étude sur le montant de la charge résultant des contributions financières des Etats au fonctionnement des diverses O.I.G. d'Afrique de l'Ouest, afin de trouver les voies et moyens d'alléger cette charge".

14. Il est clair que, tandis que l'étude discutée antérieurement devrait porter sur les conséquences -en vue du fonctionnement efficace des O.I.G.- du volume et du retard accusé dans le paiement des contributions des Etats membres, l'étude requise et conforme à ce qui a été dit plus haut portera sur les conséquences sur les budgets des Etats du soutien financier apporté par les Etats membres aux O.I.G.

Cette étude étant le projet approuvé par le Conseil des Ministres du MULPOC lors de leur réunion tenue à FREETOWN les 17 et 18 Février 1981, l'étude du présent rapport est naturellement conforme au programme approuvé du MULPOC. Ceci n'est pas pour signifier qu'il existe nécessairement un conflit entre ce qui était voulu par les Responsables des O.I.G. et ce qui a été présenté aux Ministres du MULPOC. Comme il a été dit auparavant, l'explication fournie ici vise à prévenir tout malentendu, compte tenu surtout des désirs exprimés dans les O.I.G. visitées d'avoir au moins une étude de suivi qui traiterait des problèmes financiers des O.I.G. de l'Afrique de l'Ouest.

CHAPITRE 2 - SOLUTIONS ET RESULTATS

15. Il existe une pénurie de données financières relatives aux O.I.G. données qui soient aisément disponibles et utilisables. Certaines O.I.G. ne publient pas leurs bilans annuels tandis que celles qui les publient le font avec beaucoup de retard. Une mission pour collecter les informations s'est avérée nécessaire, car, à la fin du mois d'Août, seules quatre O.I.G. : le Comité Inter-Africain pour les Etudes Hydrauliques (CIEH), le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et la MANO RIVER UNION (MRU) avaient répondu au questionnaire adressé aux Responsables des O.I.G. et expédié en Avril-Mai 1981.

16. La décision d'utiliser les O.I.G. comme première source de données plutôt que les mécanismes administratifs des Etats est basée sur plusieurs considérations. Tout d'abord, comme il a été dit plus haut, cette étude est le résultat d'une demande faite à la réunion des Responsables des O.I.G. et on pouvait supposer que certaines actions auraient été entreprises en anticipation considération de cette étude.

Par ailleurs, le MULPOC a adressé un questionnaire élaboré qui demandait entre autres les données relatives à la situation financière des O.I.G. Un autre point était l'avantage des économies réalisées du fait qu'il était possible de faire un travail portant sur plus d'une O.I.G. lors d'une seule visite et que dans une ville telle que OUAGADOUGOU le travail pourrait porter sur plus de six O.I.G. Ceci implique que les données nécessaires pourraient être obtenues à un coût moins élevé que si tous les seize pays de la sous-région devaient être visités. Par ailleurs, puisque les O.I.G. relèvent de différents départements ministériels, la durée du séjour dans chaque capitale pourrait être longue entraînant ainsi un coût d'étude plus élevé si les mécanismes administratifs des Gouvernements devaient être utilisés comme source première de renseignements.

17. Cependant, l'inconvénient majeur d'utiliser les O.I.G. au sein des mécanismes administratifs des Etats est que les opinions des Etats sur ces questions essentielles ne sont pas prises en compte pour être incluses dans le présent rapport. Pour cela et pour d'autres raisons, cette étude ne peut être que la première étape de ce qui doit être nécessairement un projet à plusieurs phases.

La complexité et l'importance des problèmes soulevés et les solutions requises n'en exigent pas moins. En effet, pour les derniers paiements les deux sources devront être utilisées simultanément étant donné que le processus visant à vérifier les données fournies par ceux qui sont responsables des paiements de celles dont disposent celles qui utilisent les fonds pourrait fournir des renseignements utiles.

18. Le cadre du projet est la liste des O.I.G. contenues dans le Répertoire des Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest publié par le MULPOC. Ce Répertoire a été préparé à la demande des Responsables des O.I.G. lors de leur première réunion tenue à MONROVIA les 17 et 18 Janvier 1979. Cette réunion avait adopté entre autres une Déclaration Générale sur la Coopération sous-régionale en Afrique de l'Ouest, ce qui a permis la mise en place des organes suivants :
- a) un Conseil des Responsables des O.I.G., chargé de définir et de diriger la coopération entre les O.I.G.
 - b) un Comité d'Experts des O.I.G. chargé d'étudier et de faire des recommandations au Conseil sur toutes les questions visant à promouvoir et à renforcer la coopération, et
 - c) un Coordonnateur chargé du suivi en ce qui concerne le programme de coopération défini par le Conseil.
19. Les critères de définition ont été alors adoptés afin d'être utilisés pour répartir les O.I.G. en Membres à part entière au Conseil, en Membres Associés et en Observateurs. Ces critères sont les suivants :

1) Membre à part entière

Les O.I.G. de la sous-région ayant leur siège en Afrique de l'Ouest ou dont la majorité des Etats membres appartiennent à la sous-région.

2) Membres Associés

Les O.I.G. africaines ayant leur siège en Afrique de l'Ouest

3) Observateurs

Les autres O.I.G. sur demande ou sur invitation.

20. Le Répertoire a été préparé sur la base de ces conditions quoiqu'il ne soit pas pleinement compatible avec les critères de définition. Pour le bénéfice de cette étude quelques modifications ont été apportées (cf. la liste jointe en Annexe 1). Ces modifications comprennent la suppression de la Commission du Bassin du Lac Tchad de la liste des membres à part entière car d'une part son siège ne se trouve pas en Afrique de l'Ouest, et d'autre part la majorité de ses Etats membres ne sont pas de la sous-région. La Banque Africaine de Développement est une O.I.G. régionale ayant son siège dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest ; elle est par conséquent Membre Associé et non membre à part entière. Par ailleurs, l'Alliance des Producteurs de Cacao (CPA) qui n'apparaît pas dans le Répertoire a été ajoutée à la liste car son siège se trouve dans la sous-région. Il convient de noter que les critères ne portent pas sur les O.I.G. qui comprennent les Etats membres non-africains. L'admission de la CPA est par conséquent quelque peu arbitraire. Deux Organisations qui répondaient aux critères définissant les membres à part entière ont été éliminées de la liste des O.I.G. éligibles. Il s'agissait d'Air Afrique et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). De par la nature de leurs opérations, elles devaient produire les ressources nécessaires pour leurs budgets administratifs.

Les discussions avec les cadres supérieurs de la BCEAO à Dakar ont permis d'obtenir des informations utiles sur certains aspects des problèmes de transferts de fonds.

21. Deux autres membres à part entière ont reçu un traitement différent et séparé ; il s'agit du Centre Africain pour les Etudes Monétaires (CEAM) et la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest. Tous deux sont des créations des Banques Centrales de la sous-région et ne reçoivent pas par conséquent des contributions directes des Gouvernements des Etats membres. Dans le cas de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest, ses opérations ont pu être classées comme étant commerciales et tout comme Air Afrique, elle est en mesure d'engendrer les ressources nécessaires à ses opérations. Ces 2 organismes ont été classés dans une catégorie séparée et les informations y afférant ont été utilisées dans l'analyse à des fins de comparaison.
22. Un autre sous-groupe des O.I.G. avec des caractéristiques différentes nécessitant un traitement différent et séparé de celui des Institutions de financement du développement ; ce groupe comprend le Fonds de Garantie de Prêt du Conseil de l'Entente, le Fonds de Solidarité Africain, la BOAD, le Fonds de la CEDEAO et le Fonds de la Communauté pour le Développement de la CEAO. Les budgets administratifs de ces fonds sont financés sur les revenus provenant de leurs investissements. Ceux-ci incluent les intérêts sur leurs liquidités placées dans des Banques qui peuvent être dans la sous-région ou ailleurs. Les revenus proviennent également des commissions perçues sur les garanties de prêt, les intérêts sur les prêts et le revenu des investissements de capitaux. Au cours de la période initiale, quand la totalité des capitaux du Fonds ne suffit pas à produire les ressources adéquates, le budget administratif peut être financé à partir des contributions des Etats membres. Par exemple, les Etats membres de la CEDEAO ont eu à financer le budget du Fonds de la CEDEAO pour 1979 et 1978. Ces dernières années, grâce à une gestion efficace, ces Institutions ont produit assez de revenus pour couvrir leurs budgets administratifs et un surplus pour augmenter leur Capital.

On estime que le budget administratif du Fonds de Garantie du Conseil de l'Entente est financé avec environ 20% du revenu de l'Organisation. Ces O.I.G. ont ainsi des rapports financiers avec les Etats membres différents de ceux des autres O.I.G. et nécessitent un régime différent. Pour des raisons analytiques, les contributions des Etats membres au capital de ces Fonds sont considérées comme des économies qui ne pèsent pas sur leurs budgets.

23. Par suite des modifications susmentionnées apportées à la liste de base des O.I.G. tirée du Répertoire préparé par le MURPOC, une liste a été établie (cf. Annexe I). 23 O.I.G. au total ont été identifiées comme correspondant aux objectifs de cette étude. Parmi eux, 18 ont été choisis pour être visités lors de la mission de collecte. On s'est arrêté à ce chiffre en tenant compte du coût, efficacité et de la courte période (2 mois) au cours de laquelle l'étude devait être achevée. La règle a été de visiter les lieux où se trouvent au moins deux O.I.G. admissibles.

La seule exception à cette règle a été MONROVIA qui a dû être couverte à un coût légèrement supérieur du fait de sa situation, entre FREETOWN et ABIDJAN. A cause d'un certain nombre de facteurs, les données de quatre O.I.G. n'ont pu être obtenues pour insertion dans le présent rapport, quoique le suivi ait été mené, et les résultats seront joints en Addendum au Rapport principal. Dans tous les cas, même sans ces données, l'étude de 14 O.I.G. sur 23 correspond à un peu plus de 60 % de ce qui, pour une étude de ce genre fournit une base raisonnable pour l'analyse.

24. Deux groupes de données ont été exigés de chaque O.I.G. visitée. Le premier groupe traite des contributions des Etats membres au budget administratif de l'Organisation tandis que le second groupe porte sur les arriérés de paiement. On a recherché des informations sur le volume du budget et sur la façon dont il a été réparti entre les Etats membres sur une période de cinq ans. Concernant les arriérés, on a recherché des informations sur la position de chaque Etat membre au cours des quatre dernières années budgétaires et les informations disponibles sur l'année budgétaire en cours. La période de cinq ans est considérée comme assez étendue pour révéler les tendances actuelles et assez courte pour ne pas rendre l'enquête outrageusement ennuyeuse.
25. Excepté pour un ou deux cas un ensemble complet de données relatives aux contributions annuelles a été obtenu. Cependant, dans un certain nombre de cas, les cadres n'ont pas pu indiquer les critères de répartition des contributions pour le financement du budget entre les Etats membres. Un examen des données fournies est à la fois intéressant et instructif. Certains critères de répartition de budget semblent pencher vers une application du principe de la "capacité à payer". Dans ce cas, la capacité à payer semble être calculée à la fois à partir du revenu national et du revenu par tête de la population. Cependant dans la pratique, les proportions ne semblent pas changer autant qu'elles le devraient si le principe était strictement suivi. En effet, il existe des cas où certaines mesures de capacité à payer ont été adoptées et utilisées sur une base plus ou moins permanente. Pour certaines O.I.G. les parts de contributions financières ont été incorporées à des Protocoles annexés aux Traités.
26. Le recours au principe de la "capacité à payer" paraît justifiable, dans la mesure où un sentiment de solidarité général est un élément nécessaire et dynamique pour le succès des O.I.G. et dans la mesure où une telle solidarité est renforcée par le fait que ceux qui ont une économie solide supportent la plus grande partie de la charge financière.

Il convient de noter cependant que dans certains cas, les données économiques disponibles montrent que le partage de la charge est une chose négative en ce sens qu'elle s'oppose à la capacité à payer selon l'un des critères de convention. Dans de tels cas, la révision n'est pas seulement nécessaire, elle est impérative puisque une coopération effective entre des Etats souverains ne peut être basée que sur la justice.

27. Pour la moitié des O.I.G. couvertes au cours de l'enquête, la charge financière est partagée équitablement entre les Etats membres. Ceci pourrait être la contre-partie économique de la politique d'égalité des Etats souverains qui se manifeste par des droits de vote égaux.

D'autre part, cela peut également être dû au fait que l'on s'attend à ce que les profits tirés de la coopération soient équitablement répartis entre les Etats membres. Si telle est la raison sous jacente, la répartition équitable des charges s'avère également justifiable. Toutefois, dans ce cas, il importe pour un soutien continu des Etats membres, que le Secrétariat des O.I.G. concernées soit vigilant en prenant les mesures nécessaires pour que, au fil des années, la réalité ne diffère pas de l'objectif. Lorsqu'il s'avère que de telles divergences ne peuvent être aplanies, il importe pour l'évolution de la confiance mutuelle et de la solidarité que la formule de répartition des charges soit révisée même si cela entraîne des droits de vote inégaux. Dans les deux cas le principe de profit était à la base de la répartition et il été convenu d'une mesure de profit explicite.

28. D'autres recherches seront nécessaires pour examiner de près les rapports possibles entre les formules relatives de la répartition des charges financières et le problème de paiement des arriérés. Cet important aspect du problème général n'a pu être traité dans la présente étude à cause des difficultés rencontrées lors de la collecte des données concernant les paiements des arriérés. Trois O.I.G. contactées ont déclaré n'avoir pas de problèmes de paiements bien qu'il n'y ait eu qu'un seul cas de bilan vicié et d'obligations non payées.

Deux Organisations ont déclaré que le problème des arriérés existait mais qu'elles ne pouvaient pas fournir des données sous la forme requise pour analyse. Deux autres Organisations ont, pour leur part, déclaré qu'elles ne pouvaient pas fournir les renseignements alors qu'elles sont confrontées au problème. Aucune d'entre elles n'a fait sortir un compte vérifié relatif à leurs opérations. Les sept autres Organisations ont fourni des données concernant les arriérés bien que dans un ou deux cas ces données soient incomplètes.

29. L'image qui se dégage de l'examen des données recueillies est inquiétante. En moyenne, les Etats membres prennent jusqu'à cinq ans pour finir le paiement d'une seule année de contribution. Cette conclusion est représentative de la tendance générale. A la fin du cinquième mois de l'année budgétaire en cours, un seul pays membre a payé une partie de sa contribution au budget administratif. Moins de la moitié des Etats membres n'a rien payé pour ce qui est de ces contributions de 1980. Dans ce groupe seule la moitié a payé en totalité. Près de la moitié n'a pas réglé la contribution au budget 1979. Certains n'ont pas fini de régler leurs contributions de l'année 1978 et un pays n'a rien payé depuis 1977.

Il résulte d'une telle situation que certaines O.I.G. sont confrontées à une véritable lutte pour leur survie totalisant des arriérés qui dépassent de loin le montant du budget actuel et que d'autres en désespoir de cause se tournent vers les Banques commerciales pour des emprunts.

30. Le dernier fait nouveau, constitue non seulement une menace à la survie des O.I.G. en question mais pose des problèmes fondamentaux qui, à moins qu'ils ne soient sérieusement maîtrisés, peuvent saper tout le processus qui sous-tend la mise en place de structures nécessaires à une coopération multinationale efficace.

Tandis que le tableau est si changeant pour les Etats membres pris individuellement pour ce qui est du retard accusé dans le paiement, le problème concernant la manière de résoudre la question des dettes contractées parce que certains membres ne paient pas leurs contributions en temps opportun devient extrêmement complexe. Le modèle de croissance du paiement des arriérés et les projets économiques à moyen terme de la sous-région, constituent deux arguments en faveur de la nécessité d'une action immédiate. D'après les renseignements recueillis à propos des arriérés, les taux de croissance moyenne annuelle variant entre 35 et 45 % ont été obtenus. Une remarque plus grave s'impose : le montant des augmentations annuelles s'est accru depuis 1978.

31. La période post-1978 a été une époque où les économies africaines ont sérieusement regressé. D'après un Rapport de la Banque Mondiale publié récemment sur les économies de l'Afrique au Sud du Sahara, les réserves étrangères ont dangereusement baissé ; en 1979, les réserves étaient égales au montant requis pour couvrir deux mois d'importations ; en 1980 elles ont diminué. La dette extérieure a continué à s'accroître et le taux des services de la dette des pays importateurs de pétrole de la région en général est passé de 6 % en 1970 à 12,4 % en 1979. Par ailleurs, le Rapport souligne une détérioration des termes de l'échange d'environ 8 % entre 1978 et 1980 et conclut tristement en disant que cette perte du pouvoir d'achat sera probablement permanente.

32. Afin de fournir une mesure quantitative des charges financières de chaque Etat membre de la sous-région, des profils des contributions ont été tracés comme mentionnés dans les tableaux 1 à 16. Deux indicateurs de charge avaient été examinés. L'un est le taux annuel de croissance des contributions et l'autre représente les dépenses totales pour soutenir les O.I.G. sous forme de pourcentage du total des bénéfices réalisés par le pays en matière d'exportation.

Les tableaux montrent que les Etats membres diffèrent en fonction du nombre d'O.I.G. auxquelles ils appartiennent. D'une manière générale, les Etats francophones appartiennent à un plus grand nombre d'O.I.G.. Ce tableau demeure inchangé quand l'adhésion aux O.I.G. qui n'avaient pas été citées entre en ligne de compte. Alors que le CAP-VERT n'appartient qu'à deux O.I.G., le NIGER quant à lui appartient à 17 O.I.G. A ce titre, il est peut-être important de mentionner que le NIGER détient également l'un des meilleurs records en matière de paiement parmi les 16 Etats de la sous-région.

33. Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, notre champ d'enquête a couvert un peu plus de 60 % des 23 O.I.G. éligibles. Par conséquent, à moins que les autres O.I.G. que nous n'avons pas examinées lors de notre enquête ne présentent des caractéristiques vraiment différentes en terme de contributions, il est raisonnable et statistiquement vrai de déduire que les taux de croissance annuelle des contributions totales ne seront pas différents des taux de croissance moyenne d'où les conclusions ci-après :

- 1) Les contributions des Etats membres aux budgets des O.I.G. augmentent à un taux annuel d'environ 20 %. Le taux le plus faible qui a été calculé, celui du NIGER, était supérieur à 10 % par an. Le taux de croissance moyenne annuelle étant de 19 %, ce qui signifie que pour la moitié des Etats membres les contributions totales augmentent de plus de 19 %/an.
- 2) Pour ce qui est de l'année 1980, la moyenne nette des contributions totales en faveur des revenus de l'exportation était de 1,17 % sans le NIGERIA et de 1,09 % avec le NIGERIA. D'une manière individuelle les proportions sont comprises entre 0,03 % pour le NIGERIA, des chiffres relativement faibles tels que 0,19 % pour le GHANA et la COTE D'IVOIRE, et les chiffres élevés tels que 1,73 % pour la HAUTE-VOLTA et le plus élevé, c'est-à-dire 4 % pour la GUINEE-BISSAU. Exprimés en Dollars, les contributions totales les plus faibles sont comprises entre 126.000 pour le CAP-VERT et plus de 5.25 Millions pour le SENEGAL et le NIGERIA.

34. Afin de placer ces résultats dans un cadre prospectif, il importe de bien cerner la situation économique de la sous-région et les objectifs de la décennie 80. D'après la Banque Mondiale, le revenu national a baissé durant la décennie 70 dans deux Etats membres. Ce qui signifie que pour ces deux Etats le revenu national à la fin de la décennie était inférieur à ce qu'il était au début de la même décennie. De plus, cinq pays membres ont eu des taux de croissance de revenu national si faibles, que, lorsqu'on tient compte de la croissance de la population, la moyenne actuelle du niveau de vie baisse par individu. De plus, le volume des produits d'exportation a baissé durant cette période dans 7 des 12 Etats. Il a également été fait référence du niveau dangereusement bas des réserves des échanges extérieurs et aux charges croissantes des services de la dette. Ce tableau est encore plus sombre, si l'on tient compte des factures élevées concernant les importations de produits alimentaires. De plus, les perspectives à moyen terme ne semblent pas plus brillantes pour la plupart des Etats. Si l'on compare les grands taux de croissance des contributions aux profits qui baissent ou qui augmentent faiblement, la seule conclusion qui s'impose est que les charges doivent être de plus en plus difficile à supporter et les paiements d'arriérés croissants constituent les signes précurseurs d'une crise imminente. D'ailleurs, il se peut que certaines O.I.G. traversent déjà cette crise.

CHAPITRE III - REMARQUES ET CONCLUSIONS

35. Les taux élevés de croissance annuelle des contributions ont été établis compte tenu de la faible croissance ou même de la baisse des revenus nationaux des Etats de la sous-région ainsi que la preuve irréfutable de l'incapacité croissante des Etats à honorer leurs obligations de paiements à l'adresse des O.I.G. ont été décrits comme étant les signes précurseurs d'une crise financière imminente. Toutefois, certaines O.I.G. ne sont pas financièrement atteintes alors que d'autres doivent avoir recours à des prêts bancaires pour financer le fonctionnement de leur Secrétariat.

La question qui se pose naturellement est de savoir quels sont les facteurs qui entrent en ligne de compte pour le traitement différentiel des O.I.G.

36. Des 14 O.I.G. sur lesquelles ont porté notre enquête, les trois Organisations qui ont déclaré n'avoir pas de problèmes de paiement d'arriérés sont l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG), l'Alliance des Producteurs de Cacao (APC) et la Commission Mixte Nigéro-Nigérienne de Coopération (CMNNC). Pour ce qui est de cette dernière, les renseignements obtenus soulignent qu'il y a eu des problèmes aussi bien dans le passé que dans le présent mais que ces problèmes n'étaient pas épineux. En plus de ces Organisations, les deux O.I.G. qui ont été initiées par les Banques Centrales, à savoir le Centre Africain des Etudes Monétaires (CAEM) et la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) ont tous deux déclaré n'avoir pas de problèmes de paiements d'arriérés.

Il ne semble pas exister une ligne nette de démarcation entre les O.I.G. n'ayant pas des problèmes de paiements d'arriérés et celles qui ont de tels problèmes. Surtout, contrairement aux déclarations faites par certains Responsables, l'absence de problèmes de paiements d'arriérés n'atteste pas nécessairement et par elle-même que les profits pour le compte des Etats sont concrets et par conséquent mieux appréciés. Dans tous les cas, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, on ne peut pas dire que la répartition des charges financières obéit au "principe des profits" ; plusieurs autres considérations entrent en ligne de compte. Quand les coûts ne sont pas proportionnels aux profits, on peut difficilement dire que le paiement est fonction des profits obtenus.

37. Une variante de cette conjoncture est qu'il existe dans les Administrations gouvernementales une méconnaissance des programmes de travail et par conséquent des profits à tirer des O.I.G.

Ceux qui soutiennent cette thèse ajoutent que, très souvent, les Experts qui accompagnent les Ministres ne remplissent pas les tâches qui leur incombent, à savoir informer leurs Ministres des réalités des O.I.G. Ces Experts et Fonctionnaires d'Etat ont tendance à considérer les débats lors des réunions et travaux des O.I.G. comme leur chasse gardée. Il a été souligné que de telles attitudes peuvent mettre en cause l'engagement des Ministres et si de surcroît la connaissance de l'O.I.G. au sein du Ministère est limitée, le suivi des paiements peut être limité. Certains cadres des O.I.G. nous ont souligné un manque notoire de suivi pour ce qui est de la représentation de certains Etats membres aux différentes réunions des O.I.G. Ceci pourrait être un facteur contribuant au manque d'informations au niveau des Ministères. Il ne fait aucun doute qu'il serait souhaitable que les Ministres s'intéressent davantage aux O.I.G. et une meilleure connaissance des objectifs permettrait de savoir clairement les bénéfices, que l'on pourrait tirer des O.I.G. Toutefois, il faille préciser que cette hypothèse n'est étayée par aucun document. L'absence de problèmes de paiements au niveau du C.I.E. et de la CCAO, toutes deux créations de Banques Centrales, peut être signe de leur niveau d'engagement.

38. Il importe que ces remarques concernant le niveau d'engagement ne soient pas poussées à l'extrême. Dans le domaine des transactions financières, les Banques Centrales appartiennent à une catégorie particulière et il aurait été surprenant que le CAEM ou la CCAO aient de sérieux problèmes de paiements. Toutefois, une part substantielle des dépenses administratives de la CCAO est constituée à partir des revenus actuellement obtenus des services rendus directement. Ceci ne signifie aucun manque de volonté ou d'engagement politique à l'endroit des O.I.G.. Au contraire, compte tenu de l'acuité des crises économiques que connaissent plusieurs Etats membres et du résultat du Sommet Extraordinaire de l'OUA sur les problèmes économiques, on peut dire que les Etats sont décidés à faire de la coopération et de l'intégration économique un succès. Ceci n'est pas pour nier le fait que, pour certaines O.I.G. en particulier et eu égard aux Etats membres, notamment, il ne puisse pas exister une maigre preuve de manque de volonté politique.

Il est clair que les investigations ultérieures devant porter sur les Administrations gouvernementales et les O.I.G. auront à examiner de plus près cette question ainsi que les autres points soulevés dans le présent Rapport.

39. Puisqu'il n'existe pas un manque généralisé et notoire de politique d'engagement à l'adresse des O.I.G. et puisque la situation économique actuelle et les perspectives à moyen terme indique des difficultés sans cesse croissantes pour les Etats membres pour le paiement de leurs obligations financières, il est opportun et conforme aux termes de référence de la présente étude d'examiner les possibilités qui existent en vue de résoudre le problème. La méthode à suivre consiste à examiner brièvement quelques uns des efforts réalisés par les O.I.G. elles-mêmes en vue de résoudre le problème. Par la suite, une recommandation sera faite qui cherchera à s'appuyer sur les initiatives des Responsables de ces Organisations.
40. Les efforts des O.I.G. en vue de résoudre leurs problèmes financiers se regroupent en deux grandes catégories. Dans la première catégorie, on trouve les efforts visant à amener les Etats membres à honorer leurs obligations. Dans la seconde catégorie, se regroupent les efforts visant à réduire la charge financière pesant sur les Etats membres en augmentant le coût efficacité des opérations des O.I.G..
41. Afin d'amener les Etats membres à honorer leurs engagements financiers, plusieurs méthodes ont été appliquées par les O.I.G. Certaines d'entre elles ont été dictées par le fait que le Secrétariat a pris conscience des raisons de non-paiement ou de retard de paiement. Dès l'instant où il s'avère que le problème qui se pose résulte de la lenteur de l'appareil administratif des Etats et de l'insuffisance de leur action de suivi, les O.I.G. ont essayé de mettre l'accent sur le contact personnel.

L'expérience a prouvé que, pour que de tels contacts personnels aboutissent sur les résultats escomptés, la nationalité des agents établissant les contacts constitue un facteur important. Ceci n'est pas très surprenant dans la mesure où un ressortissant du pays a de nets avantages sur les non-ressortissants quand il traite avec la machine gouvernementale de son propre pays. Dans certains cas, les agents des O.I.G. ont été recrutés alors qu'ils étaient au service de l'Administration de leur pays. Il en résulte une corrélation positive évidente entre la composition des nationalités du Secrétariat Exécutif de l'O.I.G. et les paiements effectués par les Etats. Pour cette raison, certains ont tiré comme conclusion que l'un des facteurs fondamentaux poussant un Etat à honorer ses obligations en temps opportun est la position qu'occupent ses ressortissants dans l'O.I.G. Cette conclusion, au même titre que toutes les autres qui lui sont semblables, n'est pas logique d'autant plus qu'une remarque de corrélation positive ne constitue pas par elle-même une raison suffisante pour établir une relation de cause à effet. Comme il a été dit plus haut une déduction beaucoup plus plausible serait que les ressortissants admis aux Secrétariats peuvent se montrer capables de remporter de grands succès en persuadant leurs anciens collègues de l'Administration nationale de faire les transferts nécessaires. Un tel succès ne doit pas être confondu avec une décision prise par les autorités d'un Etat membre en vue d'honorer ses engagements vis-à-vis des Organisations dans lesquelles leurs ressortissants occupent des postes de responsabilité.

42. D'autres solutions au problème s'appuient sur la réduction des problèmes résultant du fait que l'O.I.G. a une année budgétaire qui est différente de celles des Etats qui ont, eux aussi, les années budgétaires qui varient d'un pays à un autre. Certaines O.I.G. ont essayé le système de budget biennal alors que d'autres ont gardé le système de budget annuel tout en sollicitant son approbation une année au préalable. Il a été souligné que le danger encouru en ayant des budgets approuvés bien à l'avance est que, en raison de tendances inflationnistes actuelles, les dépenses en cours auraient tendance à dépasser les objectifs

Ceci est, de l'avou général, une possibilité réelle. D'autre part, il est également clair que plusieurs O.I.G. peuvent vouloir accorder beaucoup d'importance au problème de différences dans les années budgétaires et tenir leurs réunions ministérielles assez tôt pour permettre l'insertion dans les budgets des Etats des engagements envers les O.I.G. Toutefois, on doit admettre que les différences liées aux années budgétaires ne peuvent pas constituer une justification acceptable des arriérés s'étalant sur deux ou trois années budgétaires.

43. Enfin, en tenant compte des facteurs tels que le désordre social, l'instabilité politique ou la guerre, certaines O.I.G. ont examiné la question et essayé de négocier avec les Etats membres le paiement des arriérés conformément à un programme de paiements acceptable. De tels arrangements sont supposés tenir compte des problèmes spécifiques que peut rencontrer chaque Etat membre et de ses perspectives à moyen terme. Cette méthode, selon certains, offre un autre avantage : elle soumet le problème à l'attention des plus hautes instances en matière de décision et à l'attention des Agences d'exécution pour ce qui est des affaires financières ; ainsi le problème ne reste pas au niveau du Ministère de Tutelle de l'O.I.G.
44. Les méthodes susmentionnées reposent essentiellement sur le recours à la persuasion morale, afin d'amener les Etats membres à honorer leurs obligations. Bien qu'il n'y ait pas eu de cas cités où des sanctions ont été appliquées, des résolutions ont été adoptées dans lesquelles figure le recours aux sanctions telles qu'elles sont prévues dans les Traités. Par exemple, le Paragraphe 3 de l'Article 54 du Traité de la CEDEAO stipule que : "Lorsqu'un Etat membre accuse du retard à la fin de l'année budgétaire dans le paiement de ces contributions pour des raisons autres que celles causées par une calamité publique ou naturelle ou des circonstances exceptionnelles qui touchent de manière grave son économie, ledit Etat membre peut, par une Résolution de l'Autorité, être suspendu et empêché de prendre part aux activités des Institutions de la Communauté".

Ceci implique clairement que les pays membres ont la responsabilité de payer leurs contributions conformément à un programme ou à défaut, de fournir la preuve des circonstances exceptionnelles telles qu'elles ont été stipulées, ou alors de subir les sanctions décrites. D'autre part, dès l'instant même que de telles preuves sont fournies, on peut déduire à partir des rapports disponibles, que les Secrétariats conscients du cadre politique fragile dans lequel ces accords de coopération se créent, se gardent d'avoir recours aux sanctions. Ceux qui ont adopté les résolutions incluant des sanctions ont cependant utilisé l'une ou l'autre des techniques de persuasion morale.

45. L'autre catégorie de réactions face au problème financier est basée sur les tentatives visant à réduire les charges ou au moins à maintenir un faible taux de croissance. Dans cette catégorie, sont regroupées les dépenses de fonctionnement et les dépenses afférentes à la promotion de la coopération entre O.I.G. en vue d'accroître le coût-efficacité. Ici, les efforts comprennent le recours aux consultants pour examiner les différentes Divisions du Secrétariat, la réduction des nombres de représentants aux réunions, la réduction des dépenses relatives aux voyages et autres, le blocage de la création, et la non prévision des dépenses à venir, en admettant des accroissements qu'en fonction du taux d'inflation. Certains agents ont désapprouvé certaines de ces techniques relatives à la réduction des dépenses en soulignant que les intérêts à long terme des O.I.G. peuvent être sacrifiés au profit d'une convenance à court terme. D'autres font remarquer que bien souvent on réduit les montants de certaines rubriques tandis que croissent les frais de voyage des Responsables. Quel que soient les mérites de certaines réductions, il importe de souligner leurs conséquences pour le moral et les objectifs à long terme de l'O.I.G. concernée. Toutefois, les efforts appropriés montrent qu'il est indispensable d'être sensible aux problèmes financiers des Etats.

Dans son rapport à la Septième Session Ordinaire du Conseil des Ministres, le Secrétaire Général de la MANO RIVER UNION a résumé cela comme suit : "A cause des sérieux problèmes économiques qu'il rencontre et à cause de sa participation sans cesse croissante aux Organisations régionale et sous-régionale, le Secrétariat a décidé de résister à la tentation d'étendre et par conséquent d'augmenter les charges financières des Etats membres".

46. Les autres efforts regroupent la coopération entre les O.I.G. y compris le cas échéant la répartition de l'équipement et des autres installations et les consultations "afin que l'on puisse utiliser de manière plus efficace des ressources matérielles et humaines limitées" pour employer les mots du Secrétaire Général de la MRU. La coopération et la réalisation conjointe des programmes et des projets évitent non seulement le chevauchement et la perte de ressources mais rendent également les projets réalisés plus efficaces. Par exemple, il est possible en l'absence de consultation et de coopération efficaces qu'il y ait un excès de concentration de ressources dans certaines régions reconnues comme secteur-clé au détriment d'autres secteurs non moins vitaux. Cet exemple donné à titre d'illustration a pour but de demander quel progrès réel on peut réaliser en agriculture sans amélioration dans le secteur des Transports.
47. Les Responsables des O.I.G., lors de leur première réunion tenue à MONROVIA en Janvier 1979, ont déclaré dans une Résolution qu'ils sont convaincus de la nécessité absolue d'établir une étroite collaboration entre leurs Organisations en harmonisant et en coordonnant leurs programmes et leurs activités. Pour concrétiser cette résolution, ils ont établi un cadre d'organisation pour la coopération, adopté un programme et assigné des projets spécifiques à différents groupes des O.I.G. La réunion de MONROVIA a été précédée de deux réunions préparatoires tenues à LAGOS et COTONOU en Juin 1978. Comme sus-mentionné, le cadre institutionnel pour la coopération établi par les Responsables est composé d'un Conseil de Responsables représentant l'organe suprême chargé de définir et de diriger la coopération entre les O.I.G.

En dessous de ce Conseil, il y a le Comité des Experts des O.I.G. chargé d'étudier et de faire les propositions sur toutes les questions visant à promouvoir et à renforcer la coopération.

Troisièmement la CEDEAO a été désignée Coordinatrice au niveau de la sous-région, et chargée du suivi permanent du programme de coopération tel qu'il a été défini par le Conseil des Responsables.

48. Il importe de souligner que, compte tenu des structures d'organisation des O.I.G. le cadre institutionnel ci-dessus n'est pas approprié pour assurer une coopération efficace. Il n'est vraiment pas surprenant qu'à la seconde réunion des Responsables tenue cette année à FREETOWN, la conclusion de l'examen de leurs propres activités était qu'ils n'avaient pas suivi le programme adopté à la réunion de MONROVIA. La vérité est que, en tant que Responsables, ils n'ont aucune autorité que ce soit en matière de politique ou pour tout ce qui touche aux engagements financiers, or il s'avère qu'une coopération efficace et la réalisation du programme de MONROVIA comportent des questions de politique et de finances. Les différents traités indiquent clairement que l'approbation du programme de travail et des budgets relèvent de la compétence des Ministres.
49. Dans ces circonstances, tout accord auquel les Responsables peuvent aboutir concernant des questions qui sortent du cadre des objectifs qui leur sont assignés doit être soumis au Conseil des Ministres approprié pour approbation. Dans une telle situation, il ne peut y avoir de garantie que l'approbation sera donnée dans tous les cas. En effet, compte tenu des différentes années budgétaires et des différents programmes de réunions de leurs Conseils des Ministres, ce serait faire preuve d'un peu trop d'optimisme que de s'attendre au moment opportun à des approbations de la part des Conseils de Ministres respectifs sur les crédits budgétaires chaque fois qu'il s'agira d'assurer une réalisation efficace. Les négociations relatives à l'harmonisation des réglementations douanières et commerciales entre la CEDEAO, la CEAO et la MRU illustre suffisamment les problèmes de coopération efficace qui se posent actuellement.

Comme l'a souligné le Secrétaire Général de la MRU à son Conseil, pas moins de sept réunions tant au niveau des Experts qu'à celui des Responsables ont été tenues au cours de cette année. Bien plus, il convient de noter que sans l'intervention d'un Comité Ministériel Spécial, il est clair que les Responsables ne pouvaient pas résoudre eux-mêmes les problèmes fondamentaux qui se posent. Ce qu'il y a lieu de faire, c'est de prendre pour base les initiatives des Responsables et de créer les structures nécessaires permettant de réaliser le type de programme adopté à MONROVIA. A plus long terme, c'est le seul moyen de réduire les charges financières qui pèsent sur les Etats membres.

50. En guise de résumé, on pourrait conclure en disant :

- (i) Sur la base des réponses provenant d'environ 60 % des O.I.G. éligibles, on a procédé à l'évaluation du total des contributions de chacun des 16 Etats membres de la sous-région. Les chiffres définitifs pour l'année 1980 varient entre 126.000 Dollars pour le CAP-VERT et 5,3 Millions de Dollars pour le SENEGAL et le NIGERIA.
- (ii) Ces chiffres ont été comparés aux évaluations des bénéfices tirés de l'exportation durant la même année, pour chaque pays. Les rapports exprimés en pourcentages étaient insignifiants pour le NIGERIA mais s'élevaient à 4 % pour la GUINEE-BISSAU. La valeur moyenne était de 1,20 ce qui signifie que la moitié des Etats membres devaient verser des contributions équivalent à plus de 1,26 % de leurs bénéfices d'exportations totales en 1980. La moyenne était de 1,17 % sans le NIGERIA et de 1,07 avec le NIGERIA.
- (iii) Ces pourcentages peuvent par eux-mêmes ne pas paraître significatifs. Le fait est que, tandis que les bénéfices à l'exportation baissent pour plusieurs pays membres et ne montent que modérément pour les autres, les contributions durant la période sur laquelle a porté notre étude montrent des taux extrêmement élevés.

Le taux minimum de croissance calculé était de 11,6 % pour le NIGER, le taux moyen dépassait 20 %/an et la moyenne était d'environ 19 % par an. Que les taux de croissance des profits soient si faibles et que les taux de croissance des engagements soient si élevés impliquent que tôt ou tard, il y aura crise.

- (iv) La crise semble avoir déjà commencé comme l'indique le fait que les arriérés de paiements se sont accumulés à un taux alarmant pour bon nombre d'O.I.G.
- (v) Les Responsables des O.I.G. ont pris des initiatives visant à pousser les Etats membres à honorer leurs obligations et à réduire les charges qui pèsent sur les Etats. Ainsi des efforts sont déployés pour maintenir la croissance de leurs dépenses. Par ailleurs, à plus longue échéance et de manière beaucoup plus importante, ils ont essayé de créer un cadre institutionnel pour la coopération et la collaboration afin d'accélérer le progrès et d'accroître leur coût-efficacité collectif. Toutefois, les structures réelles ne correspondent pas par elles-mêmes à la tâche à accomplir et il s'avère nécessaire d'examiner à nouveau la situation et de s'appuyer sur ce qu'ils ont commencé en vue de réaliser les objectifs fixés.
- (vi) En dernière analyse, il est admis qu'il faut entreprendre beaucoup plus de recherches. Les travaux consécutifs doivent s'étendre à toutes les O.I.G. éligibles y compris toutes celles qui n'ont pas encore été identifiées. Les contacts sur le terrain doivent comporter des visites dans chaque Etat afin que les renseignements et les points de vue des structures administratives gouvernementales puissent être recueillis et inclus dans l'analyse. Ceci améliorera également le champ d'application du problème des arriérés puisque certains cadres des O.I.G. pensent que seuls les Gouvernements sont en mesure de fournir de telles données.

Cela devrait également comporter une analyse des projets et programmes des O.I.G. et établir un rapport entre les dépenses et les programmes. Il n'est point besoin de souligner que cette étude plus vaste peut elle-même aboutir aux résultats escomptés pourvu qu'on prenne des mesures visant à identifier ou à créer un forum approprié avec le pouvoir de décision nécessaire pour superviser les études et concrétiser leurs résultats. Le fait de ne pas traiter cette question signifierait que l'effort déjà déployé ne servirait qu'à rallonger une fois de plus la longue liste d'études onéreuses qui ont été rangées et recouvertes de poussière tandis que les problèmes posés demeurent entiers.

51. Il serait juste que je rende hommage à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de la présente étude. Les Responsables des différents organes du PNUD visités, notamment ceux de FREETOWN, MONROVIA et OUAGADOUGOU ; les Responsables des O.I.G. visités, les Experts, le personnel du Secrétariat et les autres membres du MULPOC de NIAMEY et la CEA qui a financé la présente étude. Comme d'habitude, j'assume seul la responsabilité du contenu du présent Rapport.

J. L. S. ABBEY

2 Octobre 1981

NIAMEY

NOTES EXPLICATIVES CONCERNANT LES TABLEAUX

1. CEBV : Les Etats membres ont assumé la responsabilité du budget à partir de 1980.
2. CEDEAO : Conformément à la décision prise par l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernements en 1978 concernant les contributions du CAP-VERT et de la GUINEE BISSAU, il s'avère d'après les données publiées que la part de la GUINEE BISSAU dans le financement du budget a été réduite. Les calculs du taux de croissance des contributions de la GUINEE BISSAU excluent par conséquent 1978.
3. OMVS : Données non parvenues pour la période antérieure à 1980.
4. W.H.C. : Les Etats membres ont assumé la responsabilité du budget à partir de 1978.
5. Les taux d'échange suivants ont été utilisés pour la conversion en Dollars américains des données fournies en d'autres devises. Les chiffres entre parenthèses en face de chaque année représentent les équivalents d'1 Dollar américain.
 - (i) F.CFA : 1977 (237.75), 1978 (274.31)
1979 (215.58), 1980 (212.12)
1981 (263.33)
 - (ii) NAIRA : 1977 (0.66), 1978 (0.69)
1979 (0.65), 1980 (0.61)
1981 (0.67).

1. BENIN : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
11. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	58,928.91	47,468.96
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,088.82
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	41,395.79	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,879.26
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	98,914.33	66,208.78	180,220.74	251,382.87	237,988.59
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA/ADRAO	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	206,347.42	187,518.86	320,686.25	462,098.24	452,077.63
AVERAGE/MOYENNE	41,269.48	37,503.77	64,137.25	77,016.37	75,346.27

2. CAPE VERDE/CAP VERTE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	-	-	-	-	-
2. CEA0	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	18,336.81	20,252.00	36,302.47	41,860.19	37,091.57
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	-	-	-	83,794.29	79,329.53
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	-	-	-	-	-
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	18,336.81	20,252.00	36,302.47	125,654.48	116,421.10
AVERAGE/MOYENNE	18,336.81	20,252.00	36,302.47	62,827.24	58,210.55

3. GAMBIA/GAMBIE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	18,336.81	20,252.00	36,302.47	41,860.19	37,091.57
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	85,271.08	57,467.74	156,430.56	217,865.15	206,256.77
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	41,287.58	63,056.64	67,560.69	119,647.50
TOTAL	157,026.89	179,098.32	306,877.67	383,523.03	452,647.84
AVERAGE/MOYENNE	39,256.72	35,819.66	61,375.53	76,704.61	90,529.57

4. GHANA

: CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,762.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	209,196.91	220,656.96	269,746.40	308,535.15	269,862.00
8. ECOWAS/CEDEAO	438,899.94	284,717.84	775,012.65	1,080,946.30	1,023,350.90
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	71,794.00	79,833.00	61,579.00	73,215.00	118,535.00
14.	-	147,455.64	225,202.28	241,288.16	427,312.50
TOTAL	725,328.85	739,391.44	1,342,180.33	1,712,129.61	1,850,852.40
AVERAGE/MOYENNE	181,332.21	147,878.28	268,436.08	342,425.94	370,170.48

5. GUINEA/GUINÉE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEA0	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,879.25
7.	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	102,577.83	64,023.52	174,273.84	243,003.44	230,055.63
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	1,714,568.00
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	-	-	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	149,411.25	119,211.31	298,504.08	373,575.49	2,094,154.90
AVERAGE/MOYENNE	49,803.75	39,737.10	74,626.02	93,393.87	418,830.95

6. GUINEA BISSAU/GUINNEE BISSAU : CONTRIBUTIONS PROFILE

6. GUINEA BISSAU/GUINNEE BISSAU: CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	-	-	-	-	-
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	180,774.65	32,995.49	89,813.67	125,691.43	118,994.49
9. LIETAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	-	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	180,774.65	86,358.49	130,261.67	173,783.43	196,854.49
AVERAGE/MOYENNE	180,774.65	43,179.25	65,130.84	86,891.72	98,427.25

7. IVORY COAST/ COTE D'IVOIRE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUANTS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	698,082.27	521,517.11	1,007,535.10	951,482.13	983,964.70
3. CEBV	-	-	-	58,928.91	47,469.50
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,032.83
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,870.25
7. CPA	116,476.87	122,856.48	148,457.54	239,523.90	217,263.00
8. ECOWAS/CEDEAO	429,767.19	286,903.10	780,956.97	1,089,325.70	1,031,280.00
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	61,579.00	73,215.00	118,535.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	1,351,759.05	1,052,587.77	2,098,546.12	2,681,358.95	2,487,275.00
AVERAGE/MOYENNE	193,108.42	150,369.67	299,792.30	335,169.86	310,909.45

8. LIBERIA : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	3,145.00	11,730.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	235,722.47	147,930.97	402,673.50	561,421.74	531,507.85
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	767,023.00	1,629,616.00	1,860,664.00	1,838,482.00	1,714,568.00
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	53,084.03	81,072.82	86,863.74	153,832.00
TOTAL	1,056,164.47	1,890,722.00	2,395,498.32	2,543,004.48	2,489,560.00
AVERAGE/MOYENNE	264,041.12	378,144.40	479,099.66	508,600.88	497,912.07

9. MALI : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,790.00
2. CEAO	169,051.26	126,329.76	243,898.98	230,415.89	238,282.00
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,088.32
5. CILLS	70,291.11	77,660.60	139,159.47	160,464.03	142,188.00
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,878.00
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	64,806.33	41,954.33	114,199.83	159,209.15	150,720.00
9. LIPTAKO	88,993.30	93,586.11	129,942.19	163,573.54	158,115.00
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	311,395.50	640,359.00
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	500,574.72	460,840.88	767,756.98	1,676,844.55	1,338,171.00
AVERAGE/MOYENNE	62,571.84	57,605.11	95,969.62	186,316.05	166,254.17

10. MAURITANIA/MAURITANIE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBU

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,731.00
2. CEAO	105,408.43	78,747.60	152,134.93	143,671.09	148,575.30
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,582.82
5. CILLS	70,291.11	77,660.60	139,159.47	160,464.03	142,180.30
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	119,379.88	79,536.93	216,503.28	301,659.44	285,581.30
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	811,395.50	640,359.32
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	290,825.61	308,795.42	575,120.95	1,494,641.47	1,323,446.30
AVERAGE/MOYENNE	48,470.94	51,465.90	95,853.49	213,520.21	189,000.00

11. NIGER : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,732.00
2. CEAO	190,928.48	142,637.15	275,565.15	260,234.42	269,118.00
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,088.82
5. CILLS	70,291.11	77,660.60	139,159.47	160,464.03	142,183.00
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,879.00
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	68,216.93	46,323.64	126,096.21	175,968.00	166,582.00
9. LIPTAKO	88,993.30	93,586.11	129,942.19	163,573.54	158,115.81
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	136,170.29	156,810.24	197,929.27	217,812.37	193,512.00
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	662,032.83	638,327.82	1,009,157.80	1,188,767.73	1,143,611.00
AVERAGE/MOYENNE	73,559.20	70,925.31	112,128.64	118,876.77	114,361.10

13. SENEGAL

: CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	698,082.27	521,517.11	1,007,535.10	951,482.13	983,964.79
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,080.82
5. CILLS	70,291.11	77,660.60	139,159.47	160,464.03	142,183.39
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	180,774.65	119,088.20	324,084.12	452,489.16	428,379.40
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12.	-	-	-	811,395.50	640,359.42
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,850.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	1,015,185.22	791,116.20	1,538,102.00	2,453,282.23	2,301,628.61
AVERAGE/MOYENNE	169,197.54	131,852.70	256,350.33	350,468.88	328,804.77

12. NIGERIA : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	13,519.00	16,726.00	26,428.00	20,231.00	29,280.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,871.00
7. CPA	142,530.41	150,337.44	157,190.88	186,616.65	156,657.00
8. ECOWAS/CEDEAO	1,088,061.30	723,922.43	1,970,542.00	2,748,452.70	2,602,093.00
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	136,170.29	156,810.24	197,929.27	217,812.37	193,512.00
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	111,244.00	123,913.00	357,394.00	424,936.00	687,983.00
14. WAHC	-	265,420.15	405,364.11	434,318.69	769,182.00
TOTAL	1,532,920.42	1,465,589.05	3,187,990.70	4,106,702.55	4,498,492.00
AVERAGE/MOYENNE	255,486.73	212,227.01	455,427.24	586,671.78	642,641.73

15. TOGO : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFACAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	58,928.91	47,463.96
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,082.82
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	31,418.57	32,330.88	36,872.22	36,981.45	34,305.00
8. ECOWAS/CEDEAO	119,380.79	79,536.93	216,503.28	301,659.44	285,587.33
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	216,836.66	184,718.10	320,698.77	475,021.21	474,101.00
AVERAGE/MOYENNE	43,367.33	36,943.62	64,139.75	79,179.20	79,016.20

14. SIERRA LEONE : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,540.00	8,145.00	11,792.00
2. CEAO	-	-	-	-	-
3. CEBV	-	-	-	-	-
4. CIEH	-	-	-	-	-
5. CILLS	-	-	-	-	-
6. CFN/NBA	-	-	-	-	-
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	146,666.65	97,017.80	264,087.51	368,694.87	349,049.93
9. LIPTAKO	-	-	-	-	-
10. MRU	767,022.00	1,629,616.00	1,860,664.00	1,838,482.00	1,714,569.00
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. OMVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	82,575.16	126,113.27	135,121.37	239,295.00
TOTAL	967,107.65	1,869,299.96	2,301,952.77	2,398,535.24	2,392,561.93
AVERAGE/MOYENNE	241,776.91	373,859.99	460,390.56	479,707.05	478,514.19

16. UPPER VOLTA/HAUTE VOLTA : CONTRIBUTIONS PROFILE/PROFILE DES CONTRIBUTIONS

WAIGO	1977	1978	1979	1980	1981
1. AFCAC	5,438.00	6,728.00	10,640.00	8,145.00	11,792.00
2. CEA0	127,285.64	95,091.44	183,710.10	173,489.61	179,412.00
3. CEBV	-	-	-	58,928.91	47,458.87
4. CIEH	12,618.30	12,759.29	16,235.27	21,214.41	17,083.42
5. CILLS	70,291.11	77,660.60	139,159.47	160,464.03	142,133.80
6. CFN/NBA	41,395.42	48,459.79	73,142.24	74,335.05	59,879.23
7. CPA	-	-	-	-	-
8. ECOWAS/CEDEAO	85,270.93	57,467.74	156,430.56	217,365.15	206,250.77
9. LIPTAKO	88,993.30	93,586.11	129,942.19	163,573.54	158,110.87
10. MRU	-	-	-	-	-
11. NNJC	-	-	-	-	-
12. ONVS	-	-	-	-	-
13. WARDA	47,981.00	53,363.00	40,448.00	48,092.00	77,860.00
14. WAHC	-	-	-	-	-
TOTAL	479,273.70	445,115.97	749,707.83	926,107.70	900,057.00
AVERAGE/MOYENNE	59,909.21	55,369.50	93,713.48	102,900.85	100,006.00

CHAPITRE 2 - SOLUTIONS ET RESULTATS

15. Il existe une pénurie de données financières relatives aux O.I.G. données qui soient aisément disponibles et utilisables. Certaines O.I.G. ne publient pas leurs bilans annuels tandis que celles qui les publient le font avec beaucoup de retard. Une mission pour collecter les informations s'est avérée nécessaire, car, à la fin du mois d'Août, seules quatre O.I.G. : le Comité Inter-Africain pour les Etudes Hydrauliques (CIEH), le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et la MANO RIVER UNION (MRU) avaient répondu au questionnaire adressé aux Responsables des O.I.G. et expédié en Avril-Mai 1981.
16. La décision d'utiliser les O.I.G. comme première source de données plutôt que les mécanismes administratifs des Etats est basée sur plusieurs considérations. Tout d'abord, comme il a été dit plus haut, cette étude est le résultat d'une demande faite à la réunion des Responsables des O.I.G. et on pouvait supposer que certaines actions auraient été entreprises en anticipation de cette étude.

Par ailleurs, le MULPOC a adressé un questionnaire élaboré qui demandait entre autres les données relatives à la situation financière des O.I.G. Un autre point était l'avantage des économies réalisées du fait qu'il était possible de faire un travail portant sur plus d'une O.I.G. lors d'une seule visite et que dans une ville telle que OUAGADOUGOU le travail pourrait porter sur plus de six O.I.G. Ceci implique que les données nécessaires pourraient être obtenues à un coût moins élevé que si tous les seize pays de la sous-région devaient être visités. Par ailleurs, puisque les O.I.G. relèvent de différents départements ministériels, la durée du séjour dans chaque capitale pourrait être longue entraînant ainsi un coût d'étude plus élevé si les mécanismes administratifs des Gouvernements devaient être utilisés comme source première de renseignements.

ANNEXE 2 : CONTRIBUTIONS COORDONNEES DES ETATS MEMBRES

ETAT MEMBRE	Nombre d'adhésion aux différentes O.I.G.	Contributions Totales 1980 (Millions Dollars)	Contributions/Experts (1980) Pourcentage	Taux de la contribution annuelle moyenne Pourcentage
1. BENIN	11	0.88	0.45	16.25
2. CAP-VERT	2	0.13	-	34.00
3. GAMBIE	10	0.77	-	23.30
4. GHANA	6	2.05	0.19	19.50
5. GUINEE	6	0.56	1.50	23.30
6. GUINEE BISSAU	2	0.17	4.00	31.60
7. COTE D'IVOIRE	14	4.69	0.19	12.70
8. LIBERIA	5	2.54	0.49	17.20
9. MALI	15	2.79	1.58	27.60
10. MAURITANIE	11	2.35	1.56	42.50
11. NIGER	17	2.02	0.53	11.60
12. NIGERIA	9	5.28	0.03	25.90
13. SENEGAL	15.	5.26	1.26	19.00
14. SIERRA LEONE	6	2.88	1.41	18.80
15. TOGO	11	0.87	0.35	16.20
16. HAUTE-VOLTA	14	1.44	1.73	13.67